

Raspiliberga vita gasy

Tribune – Edito – Ndimby A – 23/07/12

Dès l'annonce de la [rencontre du 24 juillet 2012 aux Seychelles](#) entre le Président Ravalomanana et Monsieur Rajoelina, j'avais parié avec un ami qu'on risquait de voir apparaître un évènement incongru dans les jours qui suivent pour servir de prétexte à annuler ou reporter le Sommet. Pari gagné, et un dîner bien carnivore à la clé : l'expérience des trois dernières années commence à valoir science, et les choses deviennent tellement prévisibles qu'elles finissent par perdre de l'intérêt. Avec de telles pitreries, comment voulez-vous que le monde entier nous prenne au sérieux et que nous ne finissions plus qu'être des personnages de dessins animés ? D'ailleurs, l'annonce de la suspension des ministres de la mouvance Ravalomanana quelques jours avant la rencontre des Seychelles illustre le peu d'intérêt du camp Rajoelina pour trouver une véritable solution à la crise. Sauf celle qui cire les pompes à son unilatéralisme arrogant et infructueux.

Question posée en mars 2011 : « *Pourquoi à chaque fois qu'il y a des tentatives sérieuses de rapprocher les deux principaux camps protagonistes, quelque chose de bizarre se passe toujours, certes pas suffisant pour être excessivement grave, mais assez pour justifier une extrémisation du comportement du régime de transition vers une rupture des discussions, avec à la clé quelques arrestations au hasard du feeling des super-enquêteurs. On apprend donc, alors que le Dr Simao s'évertue à un ultime effort de conciliation autour de sa feuille de route bancale, qu'une tentative d'attentat a eu lieu contre le cortège de Andry Rajoelina hier sur le Marais Masay. On se souviendra de l'attaque de Viva et des bombinettes artisanales avant une réunion prévue à Addis-Abeba (juillet 2009) ; du tir contre la voiture de Rajoelina avant Maputo III (décembre 2009) ; et d'une affaire de coup d'État révélée au grand jour juste avant une réunion prévue à Johannesburg (avril 2010) » (« [Derrière l'amour](#) », 4 mars 2011). On rajoutera à cette liste les troubles qui éclatèrent à Ambohitovo avant la réunion organisée par le Professeur Zafy à Antananarivo (Septembre 2009).*

En juillet 2009, après les évènements qui ont servi de prétexte à Rajoelina pour honorer une invitation à une rencontre prévue dans la capitale éthiopienne, nous écrivions : « *avec un air de vierge effarouchée, le hâtif-en-chef annonce son refus d'aller à Addis-Abeba, parce que [selon lui] on ne se met pas à table avec des terroristes. Sapristi, comme si c'était un honneur de se mettre à table avec un putschiste* » (« [Haute autorité du tondromolotra](#) », 27 juillet 2009).



Mars 2009 : Rajoelina doit son pouvoir à l'armée. Maintenant, qui obéit à qui dans cette relation de partenariat ?

Il faut vraiment être un abruti absolu pour ne pas se rendre compte des effets de la mutinerie du 8 mars 2009, qui a fait voler en éclats le peu de valeurs militaires et de discipline qui restaient encore. Et quand on voit maintenant comment le pouvoir hâtif et son Ministre des finances accourent la queue entre les jambes (et avec les caisses de l'Etat grandes ouvertes) dès que des militaires émettent le moindre grognement pour revendiquer le paiement d'indemnités, on peut voir quel genre de relation s'est installé entre le pouvoir et les bidasses, mais également le genre de mentalité qui règne maintenant dans les casernes. Pendant ce temps, les enseignants FRAM et les paramédicaux qui font le même type de revendications se font menacer de suspension de solde et de renvoi. Quand ceux qui soignent et éduquent les Malgaches se plaignent, on les intimide ; quand ceux qui sont payés à ne rien foutre montrent les dents, on s'exécute : quel genre de moralité anime ce clapier ?

Faute de preuves, il est difficile d'affirmer quels sont les responsables et les mobiles derrière la mutinerie du RFI, cet énième épisode pitoyable de la descente aux enfers de [nos forces de l'ordre et du désordre](#) [1]. Certes, il y a

des convergences qui autorisent à imaginer ce qui est possible, mais sans aller jusqu'à affirmer qu'elles sont probables. Après de multiples épisodes du cinéma hâtif, nous écrivions en avril 2010 : « *Le ballet semble être bien réglé. Scène 1, avant chaque tentative de réconciliation, une affaire « fumante et croustillante » apparaît. Scène 2, les super-enquêteurs malgaches, gendarmes, policiers et griots à la solde de la Haute autorité de la transition (HAT), trouvent en quelques heures, si ce n'est minutes, voire secondes, le coupable : le camp Ravalomanana (avec ses variantes : le GTT, les technocrates, les députés etc.). Scène 3, la HAT annonce qu'elle ne participera pas à la réunion de négociation prévue* » (« [Coup d'état ou coup d'éclat](#) », 4 avril 2010). Reste à voir si ce schéma vu et revu de 2009 à 2011 va encore être copié-collé pour cette affaire RFI, qui fait suite à « l'affaire FIGN » (mai 2010) et à « l'affaire BANI » (novembre 2011). Quant à « l'affaire CAPSAT » (mars 2009), il semble donc au vu du silence des autorités et des griots depuis trois ans qu'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat au regard des codes militaire et pénal. Y aurait-il alors de bons et de mauvais mutins ? Car pour le même acte de mutinerie puni par la Loi, certains ont une promotion et obtiennent des étoiles, et d'autres sont envoyés à Tsiarafahy.

En l'absence (pour le moment) d'éléments concrets qui désigneraient les vrais commanditaires du film au RFI, on ne pourra donc que rappeler une chose, en particulier à l'attention de la communauté internationale et de la SADC. À l'image de leur gourou et sponsor civil, certains militaires ont toujours manifesté leur opposition au retour de Marc Ravalomanana. La rencontre prévue aux Seychelles pouvant déboucher sur ce retour, il est logique que ceux qui trouvent un intérêt commun à l'empêcher cherchent à s'associer. Que ce soit ceux qui veulent s'accrocher unilatéralement au pouvoir ; ceux qui ne veulent pas rendre des comptes sur leurs actes en 2009 et après ; ceux qui ne veulent pas voir leur business juteux mais pas toujours très clair prendre fin (racket des grandes entreprises, bois de rose...) ; ceux qui profitent de l'argent salement gagné pour investir dans l'immobilier mauricien ; ceux qui se présentent comme sucrés mais plongent sans vergogne les investisseurs miniers dans l'amertume ; et de manière générale, ceux qui tirent profit de l'atmosphère actuelle d'anarchie et de gabegie.

Dans ce contexte, chercher une solution à la crise relève du vœu pieu, car le problème central est le pourrissement de mentalité de certains décideurs, et non plus un problème politique. La solution passe donc par une appréciation correcte des motivations réelles de la « [winning coalition](#) », et des conditions pour que celle-ci revienne à considérer que l'intérêt supérieur de la Nation est supérieur à celui de leur ration. Ce n'est pas gagné d'avance, surtout avec les faucons et les vrais parmi les griots hâtifs, et qui vont s'empresse d'inventer tout et n'importe quoi pour dédouaner le *Zorro fosika* du chaos qui s'est installé depuis janvier 2009 : « ce n'est pas de sa faute, lui ne pense qu'au bien de Madagascar. Si nous sommes dans cette situation, c'est à cause des trois mouvances et de la méchante communauté internationale ». Mais ça aussi, c'est du cinéma déjà-vu. Action ? Coupez !

P.-S.

L'avantage d'avoir les mêmes acteurs et les mêmes bêtises a un avantage, c'est qu'on peut recycler les mêmes éditos. Il est cependant dommage que pour chaque épisode, des victimes soient déplorées pour avoir accepté de servir de pions aux manigances de politiciens sans scrupules et qui n'hésitent pas à prendre le risque de casser des oeufs pour fabriquer leur omelette.

Notes

[1] Je ricane toujours maintenant quand j'entends les radios parler de « mpitandro ny filaminana ». Filaminana inona moa izany ?

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Raspiliberga-vita-gasy.17701.html>